

Aux centres des impôts de Béthune et Bruay, des agents «en colère» contre le gouvernement

À Béthune, une vingtaine d'agents des impôts a donné un écho local à l'appel à la mobilisation nationale, lancé par une intersyndicale (FO, Solidaires, CGT, CFTC, UNSA-CFDT). Ils veulent dénoncer le plan de réorganisation mené par le gouvernement. Une action d'information fut aussi conduite à Bruay.

Par David Cierniak | Publié le 16/09/2019



Ce lundi matin, l'activité du centre des impôts fut perturbée. Devant les portes, des agents dénoncent le projet gouvernemental, avec la fermeture de 43 trésoreries sur le département. PHOTO LUDOVIC MAILLARD - VDNpqr

Pour les agents grévistes, l'avenir des centres des impôts et autres trésoreries est aussi sombre que le drapeau noir qui flotte, ce lundi matin, devant la porte du centre des finances publique de Béthune. Ils sont vent debout contre la réforme portée par le gouvernement et leur ministre de tutelle, Gérald Darmanin. « *Pour résumer, c'est moins d'agents, moins de renseignements, moins de conseils et moins de proximité car sur le département, ce sont 43 trésoreries qui vont fermer* », expliquent Michaël Millot, secrétaire départemental adjoint de FO DGFIP et Romain Perasse, de la CGT.

Beuvry, Douvrin et Laventie visées

Localement, si le projet Cap 2022 voit le jour, les trésoreries de Beuvry, Douvrin et Laventie seraient rayées de la carte. « *À terme, on assisterait à un regroupement dans les grandes villes, dans le Pas-de-Calais, ce serait à Arras, Béthune et Boulogne-sur-Mer* », estiment-ils. Une concentration qui éloignerait le contribuable du service, notamment ceux vivant dans les zones rurales. « *Les maisons de service public qu'on annonce n'apportent aucune garantie que ce soit un agent de l'administration fiscale qui réponde aux questions des contribuables. Cela pourrait être un agent d'une autre administration qui ne possède pas la même technicité* », redoutent les agents. « *Il faut savoir que l'illectronisme, à savoir la difficulté à utiliser un ordinateur ou d'avoir accès à Internet, touche 23 % des Français* », ajoutent-ils pour dénoncer les dérives de la numérisation, « *il y a un souci d'équité entre les contribuables* ».

Services payants

L'intersyndicale (FO, Solidaires, CGT, CFTC, UNSA-CFDT) dénonce un transfert « *de nos missions vers des sociétés privées, on va assister à l'arrivée de services payants comme c'est le cas pour les cartes de grises de véhicules.* » « *On va vous demander de payer pour vous aider à faire votre déclaration de revenus sur Internet* », redoutent les agents. « *M. Darmanin a annoncé qu'à partir du 1er janvier 2020, vous ne pourrez plus payer vos impôts et amendes en espèces dans les services des finances publiques. Vous devez aller chez les buralistes, c'est ce réseau, en partenariat avec La Française des Jeux, qui a été retenu à la suite d'un appel d'offres public. Essayez donc de demander un échelonnement de paiement, des délais ou une remise gracieuse à votre buraliste !* », déclarent les représentants de l'intersyndicale. D'autres actions pourraient avoir lieu ces jours prochains.